



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

15 AVR. 2026

Arrêté préfectoral n°2026 - 640 du
abrogeant l'arrêté préfectoral n° 2023 - 3040 du 11 décembre 2023 mettant en demeure
la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE de respecter, pour son usine de travail et de traitement des
métaux sur le territoire de la commune d'ANCERVILLE (55170), l'intégralité des prescriptions des
articles 17, 20-III §1 et 20-III §2 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales
applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564
(nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés
ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de
surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la
protection de l'environnement

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L. 171-8 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-2398 du 4 octobre 1999, modifié, autorisant la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE à exploiter une usine de travail et de traitement des métaux sur le territoire de la commune d'ANCERVILLE (55170) ;

Vu la visite de contrôle effectuée par l'inspection des installations classées, le 20 octobre 2023, sur le site de la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE sise sur le territoire de la commune d'ANCERVILLE (55170) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé JPM-438-2023 en date du 14 novembre 2023, établi à la suite de la visite de contrôle citée supra, et dont copie a été transmise à la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023 – 3040 du 11 décembre 2023 mettant en demeure la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE de respecter, pour son usine de travail et de traitement des métaux sur le territoire de la commune d'ANCERVILLE (55170), l'intégralité des prescriptions des articles 17, 20-III §1 et 20-III §2 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu la visite de contrôle de l'entreprise susvisée, effectuée le 24 février 2026 par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé 95-2026 en date du 17 mars 2026, constatant le respect des dispositions réglementaires pour lesquelles l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral n° 2023 – 3040 du 11 décembre 2023 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Abrogation de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral n°2023 – 3040 du 11 décembre 2023, mettant en demeure la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE, dont le siège social est situé rue Victor Basch – Marnaval – 52115 SAINT-DIZIER CEDEX, de respecter, pour son usine de travail et de traitement des métaux sur le territoire de la commune d'ANCERVILLE (55170), l'intégralité des prescriptions des articles 17, 20-III §1 et 20-III §2 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, **est abrogé.**

Article 2 : Information

Une copie du présent arrêté est adressée, pour information, à la mairie d'ANCERVILLE.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Maire de Bâle-Duc et l'Inspecteur des installations classées de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

– à titre de notification, à la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE, rue Victor Basch – Marnaval – 52115 SAINT-DIZIER CEDEX ;

– à titre d'information, à :

- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse – service environnement,
- M. le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse,
- Mme la Directrice territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
- Mme la Directrice de Cabinet – Bureau de défense et de protection civiles.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

Voies et délais de recours

(Application des articles L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative)

Recours administratifs

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse – 40 rue du Bourg – 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Paroi Sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Nancy 5, place de la Carrière – Case officielle n°20038 – 54036 NANCY Cédex :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « *télérecours citoyens* », accessible par le site Internet : www.telerecours.fr